



LA COLOMBIE SUR LE CHEMIN D'UNE « PAIX TOTALE »

Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire d'amitié France – Pays Andins en Colombie

13 au 20 avril 2024

Une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France-Pays Andins s'est rendue en **Colombie** du 13 au 20 avril 2024.

Conduite par Mme Maryse Carrère, Présidente, la délégation du groupe était également composée de MM. Fabien Genet, Président délégué pour la Colombie, Jean Hingray, Président délégué pour le Pérou et de Mme Patricia Schillinger, Vice-présidente.

I. – La quête d'un nouveau souffle

A – La première présidence de gauche de l'histoire colombienne, à la croisée des chemins

Premier Président de gauche de l'histoire de la Colombie, Gustavo Petro a été élu le 19 juin 2022. La victoire historique de cet ancien guérillero du M-19¹, qui fut aussi maire de Bogotá et sénateur, s'est accompagnée de la nomination tout aussi inédite d'une vice-présidente afro-descendante, Francia Marquez.

Cette alternance politique, révélatrice de la vitalité de la démocratie colombienne, a fait naître un véritable espoir de renouveau. Dans une société marquée par des années de conflit armé et des inégalités encore criantes (12 % de la population vit toujours sous le seuil de la pauvreté extrême), le programme de Gustavo Petro s'est en effet attaché à défendre une triple promesse : « paix totale », justice sociale et justice environnementale en Colombie.

Dès le mois de décembre 2022, le Président Gustavo Petro est parvenu à faire adopter une importante réforme fiscale destinée à imposer plus fortement les plus riches.

À mi-mandat de sa présidence, Gustavo Petro doit désormais faire face, en 2024, à un contexte politique plus délicat. La gauche a été défaite aux élections locales et régionales d'octobre 2023. En avril de la même année, le Président a mis fin à la coalition politique du « *Pacto Histórico* » qu'il avait initialement constituée avec plusieurs partis libéraux, et a reconfiguré son gouvernement autour de proches et de personnalités nettement plus ancrées à gauche. Le Congrès, au sein duquel le Président ne dispose plus d'une franche majorité, semble désormais bien déterminé à empêcher l'adoption de ses grands projets. Le rejet récent, par le Sénat, de la réforme du système de santé en est une illustration emblématique.

Face à ces difficultés qui entravent la mise en œuvre et l'exécution budgétaire de son programme, Gustavo Petro a suscité un certain nombre de craintes en évoquant la possible convocation d'une assemblée constituante. Interrogée à cet égard, María José Pizarro, vice-présidente du Sénat et soutien du Président, a précisé que ce dernier n'envisageait nullement de contrevenir aux règles existantes pour modifier la Constitution actuelle – et encore moins d'obtenir par ce biais une prolongation de son mandat ; le processus qu'il évoquait viserait à élever au rang constitutionnel un certain nombre de principes et de droits sociaux (droit au logement, lutte contre le dérèglement climatique...) pour assurer leur défense effective devant le Congrès.

Pour Gustavo Petro, les enjeux d'un apaisement de ces tensions politiques sont de taille : le climat d'incertitude actuel pèse en effet sur l'économie colombienne. Après une hausse de 7,3 % en 2022, la croissance a fortement

¹ Mouvement de guérilla qui a pris part au conflit armé colombien de 1974 à 1990.

baissé pour n'atteindre que 0,6 % en 2023. Le durcissement de la politique monétaire pour lutter contre la très forte inflation (+13,3 % en mars 2023) a certes contribué à cette décélération, mais la situation politique joue aussi nécessairement un rôle dans la chute de l'investissement (-25 % sur l'année 2023) et dans la baisse du niveau d'activité.

unies créée en 2016 pour suivre la mise en œuvre de l'Accord de paix, a-t-il souligné les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la réforme rurale, grâce à l'achat par l'État de 800 000 hectares de terres devant être redistribuées, et à la délivrance de 80 % de l'aide d'urgence destinée aux familles engagées dans un processus d'éradication et de substitution des cultures illicites. L'association « *Ensemble pour la Paix* » a quant à elle salué une certaine amélioration du dialogue avec la société civile et les *leaders* sociaux, notamment dans des régions pauvres et enclavées, qui se considéraient jusqu'alors abandonnées par l'État. Un ministère de l'égalité a été créé, et le pays s'est engagé, selon Elizabeth Taylor Jay, vice-ministre des Affaires étrangères, dans une « *politique extérieure féministe* », considérant que les femmes sont, partout dans le monde, les premières victimes des conflits. Alors que la ville de Cali accueillera en octobre 2024 la COP16 sur la biodiversité, Javier Eduardo Campillo Jiménez, vice-ministre de l'énergie, a détaillé pour sa part la politique volontariste de lutte contre le changement climatique menée par Gustavo Petro, soulignant les avancées en matière de transition énergétique vers un modèle décarboné fondé sur la production d'énergies propres.

2



Entretien avec Madame María José Pizarro, vice-présidente du Sénat

B – La construction délicate d'une « paix totale »

Faisant de la « paix totale » en Colombie l'une des pierres angulaires de son mandat, le Président Gustavo Petro entend parvenir à une pleine application de l'Accord de paix signé en 2016 entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), rompant avec une mise en œuvre plus ou moins sélective de cet accord par l'ancien Président Iván Duque (2018-2022).

Sur la base d'une loi qu'il a fait adopter en décembre 2022, le Président Gustavo Petro déploie, à cet effet, une stratégie consistant, d'une part, à négocier avec chacun des groupes de guérilleros n'ayant pas encore déposé les armes (l'*Ejército de Liberación Nacional* et les factions dissidentes des FARC telles que l'*Estado Mayor Central* et la *Segunda Marquetalia*) et, d'autre part, à proposer aux groupes criminels vivant du narcotrafic (comme le *Clan del Golfo*) de se soumettre à la justice en échange de réductions de peines.

En parallèle, Gustavo Petro considère que cette « paix totale » doit reposer sur un ensemble de mesures (réforme agraire, substitution des cultures illicites, développement des territoires les plus défavorisés, etc.) qui renforceront les droits humains et réduiront les inégalités. La justice environnementale est également placée au cœur de ce projet, comme l'illustre le slogan présidentiel « *Paz con la Naturaleza* » (« La Paix avec la Nature »).

De nombreuses avancées concrètes ont été soulignées par différents interlocuteurs du groupe d'amitié. Ainsi, Raúl Rosende, adjoint au chef de la Mission de vérification des Nations



Réunion avec Madame Elizabeth Taylor Jay, vice-ministre des Affaires étrangères

Toutefois, les efforts de Gustavo Petro pour honorer sa promesse de « paix totale » se heurtent encore à de nombreux défis.

Sur le plan sécuritaire, la situation reste en effet préoccupante. Les effectifs de l'*Ejército de Liberación Nacional* et de l'*Estado Mayor Central* se renforcent, et les cessez-le-feu négociés de manière parallèle avec les différents groupes rebelles ont été, pour certains, suspendus. Les organisations telles que le *Clan del Golfo* étendent leur contrôle sur certaines régions, comme le Cauca, et déploient des activités multi-criminelles (traite des êtres humains, prostitution, trafic d'armes et de migrants...). Les rivalités pour le contrôle de la culture de la coca entraînent un regain de violence qui rejaillit sur les populations locales et les représentants des droits communautaires, particulièrement visés. Les

efforts menés, en coopération avec les services douaniers, policiers et judiciaires de plusieurs pays – dont ceux de la France, rencontrés par la délégation sénatoriale – peinent à contrer l'ampleur du trafic de drogue : même si les saisies et le rythme des extraditions de narcotrafiquants augmentent, la Colombie reste le premier producteur mondial de cocaïne. Les opposants du Président Petro estiment que l'arrêt des épandages d'herbicides est en grande partie responsable de l'explosion des surfaces de cultures illicites (estimées à 230 000 hectares). En outre, la redistribution des terres achetées par le Gouvernement et le versement des aides financières de moyen et long termes devant accompagner la substitution des cultures n'avanceraient pas assez vite.

La réinsertion des ex-guérilleros des FARC reste par ailleurs un sujet de préoccupation. Si leur participation à la vie politique, prévue par l'Accord de paix, a été rendue possible (dix anciens FARC siègent actuellement au Congrès au sein du parti *Comunes*), la plupart s'estiment encore stigmatisés. Plus de 400 d'entre eux auraient été assassinés depuis 2016, faute de protection suffisante, et peu de responsables ont été jugés pour ces crimes, selon Julián Gallo, *alias* Carlos Antonio Lozada, ex-commandant des FARC devenu sénateur.

Également prévu par l'Accord de paix de 2016, le mécanisme de justice transitionnelle, qui repose sur une Juridiction spéciale pour la paix (« *Jurisdicción Especial para la Paz* » - JEP), continue par ailleurs de cristalliser les débats. Cette juridiction autonome, créée pour 20 ans, a pour fonction d'enquêter, de juger et de sanctionner, avec l'appui volontaire des victimes (à l'instar d'Ingrid Bétancourt, rencontrée par la délégation), les crimes les plus graves et représentatifs commis par les plus hauts responsables des ex-combattants des FARC et des forces armées pendant le conflit armé en Colombie. Les 11 « macro-cas » ouverts par la JEP ont d'ores-et-déjà contribué à la manifestation de la vérité, comme l'ont souligné auprès de la délégation sénatoriale les magistrats Gustavo Adolfo Salazar Arbeláez et Alejandro Ramelli Arteaga. Néanmoins, alors que les sanctions contre d'anciens FARC tardent à être prononcées, une partie de l'opposition voit dans ce système une offense pour l'armée, dont plusieurs hauts responsables ont été mis en examen dans le cadre du « macro-cas » des « faux positifs » (6 402 jeunes assassinés et présentés à tort comme des guérilleros) et une concession faite aux anciens FARC. En effet, dès lors que ces derniers reconnaissent leurs crimes, la JEP peut leur permettre d'échapper à la prison pour leur imposer, au titre de la « justice restaurative », des peines restrictives de liberté

(participation à des programmes de déminage, de reforestation, etc.). De leur côté, les ex-FARC reprochent à la JEP de ne pas seulement cibler seulement les anciens hauts commandants de leurs troupes, contrairement à ce que prévoyait l'Accord de paix de 2016.



Réunion avec les magistrats de la JEP

II. – Des relations bilatérales soutenues

A – Une forte présence économique de la France en Colombie

En dépit du départ de plusieurs groupes (et notamment de la cession complète par le groupe Casino de sa filiale Éxito en 2023), la France reste le premier employeur étranger en Colombie, avec près de 113 000 emplois directs répartis dans près de 275 filiales.

Au cours de ses échanges avec la Chambre de commerce et d'industrie franco-colombienne, le groupe d'amitié a pu mesurer à quel point les entreprises françaises restaient actives dans de nombreux secteurs : distribution, industrie, services aux collectivités locales, BTP, énergie, hôtellerie, etc. Une présence française saluée lors d'un entretien par Andrés Julián Rendón Cardona, Gouverneur d'Antioquia, l'une des régions les plus dynamiques du pays.

Le groupe d'amitié s'est également réjoui du succès des alliances développées avec des entreprises reconnues en Colombie, lors de la visite d'une usine du groupe Renault-Sofasa (qui, avec plus de 1 000 emplois directs, fabrique notamment le Renault Duster, véhicule le plus vendu de Colombie) et d'une usine du groupe Seb-Imusa (qui, avec 1 300 employés, est le *leader* local de la fabrication et commercialisation de petits appareils ménagers). Par ailleurs, la délégation sénatoriale a observé la réussite de la construction, par l'entreprise Poma, de l'une des lignes de Métrocable de Medellín (un téléphérique urbain qui a contribué au désenclavement et à la renaissance de certains quartiers, comme celui de la *Comuna 13*, autrefois l'un des plus dangereux de la ville).

LA COLOMBIE SUR LE CHEMIN D'UNE « PAIX TOTALE »

La Colombie est l'un des premiers bénéficiaires de l'aide publique du développement français sur le continent américain. Avec un volume d'engagement de près de 3 milliards d'euros depuis 2009, l'Agence française de Développement (AFD) accompagne l'État, des collectivités territoriales, des banques publiques de développement et des entreprises publiques dans de très nombreux domaines : transition énergétique, résilience climatique, développement territorial, mobilité, lutte contre les inégalités de genre, santé... Le groupe d'amitié a pu appréhender quelques retombées concrètes de cette aide en rencontrant plusieurs bénéficiaires du projet « *Cerrando brechas* ». Financé par l'AFD, ce projet porté par Handicap International et la fondation Capital contribue à l'inclusion financière des migrants, en particulier des femmes vénézuéliennes qui ont fui leur pays et se heurtent à de nombreuses barrières pour accéder aux produits financiers (comptes bancaires, etc.) en Colombie.

B – Une coopération éducative et culturelle active et dynamique

La délégation du groupe d'amitié a pu apprécier la richesse de la coopération franco-colombienne

en matière éducative, linguistique et culturelle, soulignée notamment par Gloria Flórez Schneider, Présidente du groupe d'amitié Colombie-France au Sénat colombien.

Les sénateurs se sont félicités de la valorisation de la culture et de la langue française en Colombie lors de leur visite de l'Alliance française et du lycée français de Medellín.

La création en 2023, par l'Ambassade de France, d'un label « *Colegio Francófono* » a été saluée. Ce label a été pensé pour appuyer les établissements scolaires colombiens qui enseignent le français sans remplir encore les prérequis du « *LabelFrancEducation* » de niveau supérieur, et stimuler l'enseignement de notre langue au sein du système éducatif colombien. Le *Colegio Integrada La Candelaria* de Bogotá, visité par la délégation, est l'un des 18 premiers bénéficiaires de ce type de labellisation, et illustre le succès de ce projet.

*

* *

Au terme de cette mission, le groupe d'amitié affiche sa confiance dans la capacité de la Colombie, partenaire ancien et solide de la France, à poursuivre son chemin vers la paix totale, unanimement attendue.

Composition de la délégation du groupe d'amitié France-Pays Andins du Sénat



Mme Maryse CARRÈRE
Présidente
du groupe d'amitié
Sénatrice
des Hautes-Pyrénées
(RDSE)



M. Fabien GENET
Président délégué
pour la Colombie
Sénateur
de la Saône-et-Loire
(Ratt. Les Républicains)



M. Jean HINGRAY
Président délégué
pour le Pérou
Sénateur
des Vosges
(Union Centriste)



Mme Patricia SCHILLINGER
Vice-présidente
du groupe
Sénatrice
du Haut-Rhin
(RDPI)

Composition du groupe d'amitié : https://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_979.html